TRANSFORMER LES CŒURS ET LES ESPRITS POUR RÉUSSIR LA « TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE » DU PAYS

Mme Axelle KABOU affirme dans son livre « Et si l'Afrique refusait le développement ? » (pages 23 et 24) : « On ne peut s'empêcher d'être frappé par l'acharnement avec lequel les Africains refusent la méthode, l'organisation. Ils gaspillent leurs maigres ressources, sabotent tout ce qui pourrait fonctionner durablement au profit du plus grand nombre. Ils détestent la cohérence, la transparence, la rigueur. A tous les échelons (...), la faveur va systématiquement au bricolage, à l'improvisation, à la navigation à vue. (...). C'est cela l'Afrique..., celle dont les mentalités pourtant lourdes de conséquences sur le réel ne figurent jamais sur la longue liste des causes officielles du sous-développement ; (...). L'Afrique est une grande gaspilleuse de temps, d'argent, de talents, d'énergie. Momifiée à l'extrême, incapable de se mouvoir à la vitesse des exigences de sa situation catastrophique, sourde aux réalités du monde (...). »

Quand ce livre est paru en mars 1991, de nombreux intellectuels avaient traité Mme Kabou d'afro-pessimiste. Plus de trente-trois (33) ans après, la « situation (toujours) catastrophique » de l'Afrique semble lui avoir donné raison. Nous n'étions pas du nombre de ceux-là, car nous étions déjà convaincu que la cause principale de l'incapacité de la quasi-totalité des pays africains d'émerger à la même vitesse que des pays d'autres continents est ce « sous-développement mental » que nous avons évoqué dans notre « Livre 2 sur la crise morale au Sénégal » bâti autour d'une « Lettre ouverte aux hauts commis de l'État ».

En effet, dans « Réflexions sur l'état de la Gendarmerie » (son organisation et son fonctionnement) que nous avons présentées au Haut commandant de la Gendarmerie nationale le 30 décembre 1991, nous avons déjà, dans une partie relative au « Facteur humain », fait référence à la citation ci-dessus avant d'ajouter notamment : « L'optimisation de la création de ressources financières, matérielles et informationnelles et celle de leur utilisation en vue de la satisfaction des besoins déterminés, ne peuvent être obtenues sans celle qualitative des ressources humaines. L'homme est à la fois, l'Agent, le Moteur et le bénéficiaire de tout développement et c'est sur lui qu'il faut miser, c'est dans lui qu'il faut investir. Cette importance primordiale de la ressource humaine doit être perçue clairement et traduite en actes par la prééminence à conférer au SAVOIR donc à la FORMATION DES HOMMES. Pour paraphraser Collumelle¹ on peut indiquer que le SAVOIR qui génère la compétence professionnelle et la volonté qui induit la conscience professionnelle sont plus déterminants que les moyens dont on peut disposer. Sans eux, tous les moyens dont on peut disposer deviennent dérisoires. »

Après cette introduction mettant en exergue les mentalités comme causes déterminantes du sous-développement ou comme frein à l'optimisation des performances dans la gestion de toutes les affaires, cet article, dont l'objectif principal est d'appeler respectueusement les autorités gouvernantes sur l'importance primordiale de la transformation des cœurs et des esprits des citoyens sénégalais, particulièrement de ceux des serviteurs de l'État, sera bâti autour des points suivants : « L'effectivité et les causes de la crise morale » (I.) ; « les conséquences de la crise morale et le devoir d'agir » pour l'éradiquer (II.), et « le fondement spirituel des œuvres humaines et des recommandations » (III.).

I. EFFECTIVITÉ ET CAUSES DE LA CRISE MORALE.

Notre pays traverse depuis longtemps une crise morale tridimensionnelle avec : la « mal gouvernance » qui s'est perpétuée jusqu'au 02 avril 2024 et qui ne peut disparaître si subitement par le simple fait du changement de gouvernants et de quelques hauts commis de l'État ; une « crise au sein de la Communauté musulmane » plus que centenaire et la « corruption des rapports sociaux » par des vices tels que la déification des richesses matérielles, des plaisirs et du pouvoir, le mensonge et ses vices connexes (l'hypocrisie, la délation, la calomnie, la médisance, la flagornerie, ...), l'injustice et l'iniquité ainsi que la méchanceté, la jalousie et l'envie qui sont opérationnalisées par des actes maléfiques comme le maraboutage.

L'effectivité de la mal gouvernance apparaît clairement dans le livre du Président Mamadou Dia « Afrique Le prix de la liberté ». Des paroles de témoins de l'histoire comme le Président Moustapha Niassé et feu le Juge Kéba Mbaye (paix à son âme) ont permis d'établir un lien entre la crise politique du 17 décembre 1962 et la consolidation de la mal gouvernance. Par ailleurs, le denier nommé avait lors de la leçon inaugurale qu'il avait donnée le 14 décembre 2005 à l'Université Cheik Anta Diop sur « l'éthique aujourd'hui » évoqué « La déviance vers l'enrichissement illicite, le "giiros", la corruption sous toutes ses formes et l'absence de l'amour de la nation » qui sont quelques-unes des expressions de la mal gouvernance. Par ailleurs, dans son Discours d'investiture prononcé le 10.12.2011 à la Place Diamalaye à Dakar, l'ex-Président de la République

Macky Sall (ex-PR) avait aussi mentionné « une crise politique et une crise morale majeure » et précisé que « La volonté de violer la Constitution, la centralisation excessive des pouvoirs, la gabegie et la corruption en sont les expressions les plus visibles ».

La corruption des rapports sociaux, la perte des valeurs morales ou la forte prégnance des contre-valeurs a été évoquée, d'une certaine manière, par les Assises nationales de 2008-2009, la Commission nationale de réforme des institutions (CNRI) dans son rapport de décembre 2013 et par Monseigneur Benjamin NDIAYE qui, dans son allocution du 21.05.2018, lors du pèlerinage de Popenguine, avait affirmé²: «senegale moo gena aay ci muusante (...) deku muusante du dem fen» qui pourrait être traduit par: «le sénégalais excelle dans la tromperie (...) Un pays englué dans la supercherie ne peut pas avancer».

L'existence de la crise morale au sein de la Communauté musulmane est étayée par des écrits des deux fondateurs des deux principales confréries religieuses. Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké (rta) a, dans les vers 1431 à 1476 de son « Traité de soufisme Massalik al Jinan Les Itinéraires du Paradis » qu'il a présenté comme un ouvrage capable de guérir les « spirituellement malades », fait état des « faux chefs religieux », et dans « Kifaayatu ar-Raa'hibiin »³ produit en 1920 pour lutter contre cette crise morale, El Hadji Malick Sy (rta) a notamment évoqué ces marabouts qui « se soucient du prestige mondain », qui « pour avoir davantage de disciples, garantissent le paradis à ceux qui acceptent de suivre leurs voies », qui « se font entourer d'une foule immense et se servent de leurs disciples pour négocier des prébendes » avec les dirigeants du pays ou qui « malgré leurs ignobles qualités morales, continuent d'être à la tête d'importantes communautés religieuses » alors qu'« ils n'ont aucune connaissance à transmettre à leurs disciples et les éloignent davantage de Dieu ».

Parce que qu'un nombre trop élevé de leaders qui ont la lourde charge de gouverner, diriger, commander ou guider spirituellement leurs semblables ont eu des manières d'être et de faire contraires aux exigences de leur devoir d'exemplarité, ils ont, individuellement et collectivement, encouragé la corruption des rapports sociaux. Un leadership déficient, un déficit de patriotisme, une mauvaise « éducation sociale, morale et civique » des jeunes sénégalais depuis l'indépendance sont les causes principales de la crise morale. Mais dans un pays où le peuple a constitutionnellement consacré sa religiosité au travers du serment du Président de la République qui « jure devant Dieu et devant la Nation sénégalaise », la cause centrale de la crise morale est, sans aucun doute, « l'abandon de Dieu », entendu comme le fait de poser sciemment un acte formellement prohibé par le Créateur (dans la Bible et le Coran). Tous les mauvais actes peuvent être justifiés par cet « abandon de Dieu », et la vérité est qu'un nombre trop important de sénégalais se disent musulmans et chrétiens, mais refusent ostensiblement d'agir en véritables croyants, simplement parce qu'en réalité, ils sont « égarés » par les passions de richesses matérielles, de plaisirs, de pouvoir, de la primauté donnée à des liens ou intérêts personnels sur les intérêts supérieurs de la personne morale qui unit.

II. LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE MORALE ET LE DEVOIR D'AGIR

Du fait des actes maléfiques que charrient les vices qui ont corrompu les rapports sociaux, la crise morale plombe le développement personnel de nombreux citoyens ; constitue une entrave à l'optimisation de la vitesse d'évolution de notre pays vers le développement socioéconomique ; induit le rejet de l'acceptation inconditionnelle de la primauté de l'intérêt général sur tous les intérêts particuliers ; pousse de nombreux hauts commis de l'État à faire preuve de loyalisme⁴ et non de loyauté, et conduit un nombre trop important de leaders à se prendre pour les propriétaires des Organismes étatiques à la tête desquels ils ont été nommés ou élus à l'image de l'ex-PR qui se prenait pour le « Boorum rewmi » et non pour ce qu'il était réellement : le Premier des serviteurs de l'État, délégataire du peuple sénégalais.

Du fait de l'intensité de sa force corruptrice, la crise morale est aussi « une destructrice d'intégrité morale, de patriotisme et de bonnes ambitions » notamment pour les Chefs d'État, les gouvernants et les autres commis de l'État qui n'ont pas eu la chance d'acquérir au préalable la « sagesse totale »⁵. Parce qu'elle accroît les injustices et les accaparements, elle constitue un obstacle à la capacité de l'État à optimiser la satisfaction des besoins primaires des populations, devenant ainsi une fabrique de désespérés, de frustrés et d'indignés, agressés par l'insolence, l'arrogance, l'ostentation et les gaspillages d'enrichis illicitement. La crise morale peut conséquemment devenir une destructrice de l'ordre public, de la cohésion sociale et de la « paix véritable » qui ne peut être obtenue dans un contexte marqué par de nombreuses et graves injustices dans la gouvernance des affaires publiques.

Cette crise morale tridimensionnelle s'est perpétuée principalement parce que « les mentalités, pourtant lourdes de conséquences sur le réel » et les dommages que causent les « égarés » ou les « spirituellement malades », évoqués il y a plus de cent (100) ans par le vénéré fondateur du Mouridisme, n'ont jamais été

pris-es en compte dans l'appréciation des causes du sous-développement par des gouvernants qui profitaient égoïstement des enrichissements illicites facilités par la mal gouvernance. C'est ainsi que, jusqu'au 02 avril 2024, les gouvernants, principaux responsables de la santé morale des citoyens, n'ont pas mis en place, sur la base d'une claire conscience du fondement spirituel de toutes les expressions de ce fléau retardateur, handicapant et crisogène, une politique destinée à l'éradiquer.

III. LE FONDEMENT SPIRITUEL DES ŒUVRES HUMAINES ET DES RECOMMANDATIONS

Le Président Félix H. BOIGNY « paix à son âme » a dit que « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix » mettant en exergue le fondement spirituel de ces guerres. En fait, l'origine spirituelle de toutes les œuvres humaines (actes et paroles) est éloquemment confirmée ou étayée par de nombreux versets bibliques et coraniques et des hadiths dont quelques-uns seront transcrits ci-après.

Il est communément admis que l'éthique personnelle de chaque individu, c'est-à-dire sa manière d'être et de faire, dans ses différents rapports avec les autres individus, avec les personnes morales, avec l'environnement et les utilités communes, est inséparable de sa spiritualité. Cette spiritualité est la résultante de ses croyances, des valeurs acquises en fonction de toutes les « éducations théoriques » qu'il a reçues, mais aussi des « éducations pratiques » qu'il a tirées des « pseudo-cultures » véhiculées par les médias (au sens large) ou qui émanent des comportements de ses parents, de ses éducateurs, des dirigeants étatiques et des guides religieux, dont l'aptitude à se présenter comme des modèles, « pratiquant les vertus » qu'ils ont le devoir de cultiver » chez ceux qui sont sous leur autorité et de « leur en donner sans cesse l'exemple », est finalement d'une importance capitale.

Ci-après des versets bibliques, un (1) verset coranique et un (1) hadith qui étayent l'origine spirituelle des œuvres humaines :

- « Car c'est du dedans, c'est du cœur des hommes, que sortent les mauvaises pensées, les adultères, les impudicités, les meurtres, les vols, les cupidités, les méchancetés, la fraude, le dérèglement, le regard envieux, la calomnie, l'orgueil, la folie. Toutes ces choses mauvaises sortent du dedans, et souillent l'homme. » (*Evangile selon Marc (Mc) 7 : 21-23*)
- « A Gabaon, l'Éternel apparut en songe à Salomon pendant la nuit, et Dieu lui dit : Demande ce que tu veux que je te donne. Salomon répondit : (...). Accorde donc à ton serviteur un cœur intelligent pour juger ton peuple, pour discerner le bien du mal ! Car qui pourrait juger ton peuple, ce peuple si nombreux ? » (*1 Rois (1 R) 3 : 5-9*)
- « Que ne voyagent-ils sur la terre, afin d'avoir des cœurs pour comprendre et des oreilles pour entendre ? Car ce ne sont pas les yeux qui s'aveuglent, mais, ce sont les cœurs dans les poitrines qui s'aveuglent. » (*S 22 V 46*)
- « Attention ! il y a dans le corps un organe qui, en bonne santé, fait que tout le corps se porte bien ; mais s'il se détériore, tout le corps se corrompt ; cet organe, c'est le cœur. » (*Hadith 48 / S.B. 52*)

Il peut donc être affirmé que : « Tous les actes répréhensibles prenant naissance dans le cœur et l'esprit et des Hommes, c'est le cœur et l'esprit des Hommes qu'il faut transformer ou reformater par des « opérations de conscientisation » des adultes et une « éducation sociale, morale et civique » des jeunes, toutes adaptées par la prise en compte comme adjuvant des prescriptions coraniques et bibliques d'ordre éthique et des valeurs positives portées par les adeptes de la religion « négro-africaine », afin de faire de l'écrasante majorité des sénégalais « des Hommes vertueux, spirituellement sains, à l'esprit exclusivement tourné vers le bien et conséquemment engagés à servir avec patriotisme leur pays ».

Cependant, ces opérations de conscientisation et cette « éducation sociale, morale et civique », prévue par la loi n° 91-22 du 16.03.1991 portant orientation de l'Éducation nationale, modifiée par la loi n°2004-37 du 15.12.2004, ainsi adaptées ne pourront pas donner les résultats escomptés si un nombre trop important de leaders continuent de donner une mauvaise « éducation pratique » au travers de comportements trop marqués par les vices dont la haine doit être cultivée dans les cœurs et les esprits.

L'éducation des jeunes et la bonne conscientisation des adultes devraient donc être l'épine dorsale d'une « Stratégie nationale de sortie de la crise morale » dont l'élaboration est vivement recommandée⁶. En effet, parce que malgré toutes les bonnes actions qui ont été posées par les saints fondateurs des confréries et des familles religieuses, par leurs héritiers et par des Organisations de défense des valeurs, la crise morale s'est approfondie, il apparaît évident que seule une « Dynamique nationale » initiée, pilotée, coordonnée, financée, suivie et évaluée par les autorités gouvernementales, en rapport avec toutes les forces vives de la Nation et particulièrement avec les Chefs religieux et coutumiers, pourra permettre d'éradiquer ce fléau.

Compte tenu des conséquences négatives de la crise morale, notamment sur le développement personnel des citoyens, sur la paix, la stabilité et la cohésion sociale et sur la vitesse d'évolution vers « une Nation SOUVERAINE, JUSTE, PROSPERE et ancrée dans des valeurs fortes », nous pensons qu'AGIR pour l'éradiquer est finalement une obligation patriotique et citoyenne ainsi qu'une mission divine pour tous les croyants qui ont l'obligation de combattre (pacifiquement) par « la Parole de Dieu » toutes ses expressions qui sont des maux qui déplaisent au Créateur. Autrement dit, pour réussir la « transformation systémique » du pays et construire la nation susmentionnée, il faudrait impérativement transformer ou réorienter les cœurs et les esprits de l'écrasante majorité des citoyens, surtout ceux des serviteurs de l'État, afin de les amener à épouser sincèrement les principes du « Jub, Jubaal et Jubbanti », autour de la réappropriation des « valeurs fortes » parmi lesquelles, il y a nécessairement l'amour de l'autre, le respect des autorités et des personnes âgées, le patriotisme (ou l'amour du pays), la vérité, la justice, l'équité et la droiture.

La « vérité », qui est l'antonyme du « mensonge » avec ses nombreux vices connexes (hypocrisie, calomnie, délation, diffamation, flagornerie, tromperie, malhonnêteté intellectuelle, cupidité, déloyauté, dissimulation, fourberie, falsification, faux et usage de faux, etc.), a naturellement des liens indéfectibles avec tous les contraires des vices connexes susmentionnés dont notamment la transparence. Nous allons dans cette dernière partie de l'article nous appuyer sur cette « valeur vérité » en l'illustrant avec la « transparence gouvernementale » et le droit à l'information des citoyens que tous les dirigeants doivent respecter si, conscients du fait que la souveraineté appartient au peuple, ils veulent permettre aux citoyens d'exercer leur droit de participer au contrôle citoyen des politiques et actions publiques.

Ayant en tête le Code de transparence dans la gestion des finances publiques, nous allons évoquer cette transparence dans le cadre de la publication des rapports annuels des Corps de contrôle, car c'est un domaine qui requière, sans aucun doute, un profond « Jubbanti » après que l'ex-PR ait pendant trop longtemps privé le peuple sénégalais d'informations sur la manière dont ses ressources étaient gérées. C'est ainsi qu'il est ressorti du Communiqué du Conseil des ministres du 17 avril 2024, que le Président de la République (PR) avait « notamment ordonné la publication des rapports de la Cour des Comptes, de l'Inspection générale d'État et de l'OFNAC des cinq (5) dernières années », c'est-à-dire de 2019 à 2023.

Malheureusement, il n'y a que l'OFNAC qui a rigoureusement respecté cet ordre présidentiel en publiant dans son site web tous ses rapports annuels. A la date du 22.03.2024, une visite du site web de l'IGE nous avait permis de constater l'absence des « Rapports sur l'état de la gouvernance et de la reddition des comptes » de 2020 à 2023 ; dans celui de la Cour des comptes, le « Rapport public général annuel » pour les années 2018 à 2023 n'était pas disponible, et dans celui de l'OFNAC, le dernier « Rapport d'activités » était celui de 2021. Depuis lors, la situation ci-dessus n'a pas changé pour l'IGE et la CDC.

Il y a donc un dysfonctionnement qui illustre un non-respect de l'ordre présidentiel et une entrave à la « transparence gouvernementale » et au droit à l'information des citoyens. La perpétuation de ce blocage dans la publication des rapports de l'IGE et de la Cour des comptes, malgré le changement de régime est incompréhensible et inadmissible compte tenu des dispositions de l'article 9 de la loi n° 2011-14 du 8 juillet 2011 portant statut des Inspecteurs généraux d'État ; des articles 3 et 8 de la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 sur la cour des comptes, et du 6.7. du Code de transparence dans la Gestion des Finances publiques annexé à la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 qui dispose notamment que : « La Cour des Comptes rend public tous les rapports qu'elle transmet au Président de la République, à l'Assemblée nationale et au Gouvernement. (...) »

Si, depuis le 17 avril 2024, c'est la non « réception officielle et solennelle » de ces rapports par le PR qui constitue le frein à leur publication dans les sites des deux Corps de contrôle, nous pensons humblement qu'il appartenait aux deux autorités responsables de ces deux Corps, de prendre résolument l'initiative de « conseiller sincèrement » le PR pour qu'il puisse procéder à cette réception. Le PR, le Vérificateur général du Sénégal et le Premier Président de la Cour des comptes devraient avoir la commune volonté de faire en sorte que dorénavant ces rapports soient régulièrement mis à la disposition des citoyens sénégalais conformément aux lois susmentionnées, d'autant plus que ceci est une exigence patriotique conforme au respect des principes du « Jub, Jubaal et Jubbanti ».

La transparence ne doit pas être « polluée » par des considérations subjectives. Toute tendance excessive, à vouloir mettre des liens parentaux amicaux et politiques au-dessus du respect des exigences de la transparence, de la reddition des comptes et de la primauté à accorder aux intérêts du pays, est une passion qui fait dévier de la justice qui commande que le principe d'égalité de tous les citoyens devant la loi soit considéré comme sacré. La transgression de ce principe ou le rejet de la primauté susmentionnée traduit une déloyauté envers l'État, et c'est en cela que pour nous, le Général de gaule avait bien raison de dire que « les Hommes peuvent avoir des amis, pas les Hommes d'État ».

NOTES :

- ¹ : Columelle est un écrivain romain qui a dit que : « Pour AGIR, il faut d'abord SAVOIR, il faut ensuite VOULOIR, il faut enfin POUVOIR », soulignant ainsi la prééminence du SAVOIR ou de la connaissance sur tous les autres vecteurs de l'action.
- ²: <https://www.dakarmidi.net/archivs/popenguine-2018-leglise-sermonne-les-politiques-sengage-pour-la-protection-des-jeunes-et-appelle-les-senegalais-a-se-mettre-en-mouvement/>
- ³ : Voir livre du Docteur Mouhamadou Mansour DIA intitulée « La pensée socioreligieuse d'Elhadji Malick SY Kifaayatu ar-Raa'hibiin »,.
- ⁴: Loyalisme : Voir article intitulé : « Loyauté et loyalisme » dans le site web de l'Initiative citoyenne « Jog Ngir Senegaal ».
- ⁵ : La « sagesse totale » est définie comme « L'acquisition de la "science du bien et du mal", ainsi que des sentiments d'amour, de solidarité, de fraternité, de justice, d'équité, de miséricorde, de bienveillance, de compassion, de bienfaisance, d'humanité, d'abnégation, d'aversion pour le mal et de honte de faillir à ses devoirs dans tous ses rapports avec les autres personnes physiques ou morales ». Elle est donc le produit de la « science du bien et du mal » et de cette ferme volonté de vivre en orientant toutes ses actions, ses paroles et ses intentions vers le bien et en rejetant le mal sous toutes ses formes.
- ⁶ : Dans notre Livre 1 sur la crise morale au Sénégal intitulé « crise morale au Sénégal : expressions, causes, conséquences et esquisses de solution », nous avons recommandé le développement et l'implémentation d'une « Stratégie nationale de sortie de la crise morale ». Avec le changement de régime intervenu le 02 avril 2024, ces esquisses de solution devraient être actualisées.

Le 25 décembre 2024

**Colonel de Gendarmerie(r)Tabasky Diouf,
Grand Officier de l'Ordre national du Lion et Commandeur de l'Ordre du mérite,
Membre fondateur de l'Initiative Citoyenne « Jog Ngir Senegaal ».**